

Plus d'un million de pauvres de plus en dix ans

Article pour l'Anticapitaliste (hebdomadaire du NPA)

<https://npa2009.org/actualite/societe/rapport-insee-plus-dun-million-de-pauvres-de-plus-en-dix-ans>

Hausse des inégalités depuis 10 ans

D'après les derniers chiffres de l'Insee, il y a 14,1% de pauvres en 2014, soit près de 9 millions de personnes. Il a augmenté de 0,1 point par rapport à 2013, mais surtout de 1,5 point depuis 2004 (point bas historique), soit une augmentation du nombre de pauvres de 1,2 million, qui s'explique également par la croissance démographique. Le taux de pauvreté avait fortement régressé dans les années 1970, avant de légèrement remonter du début des années 1980 au milieu des années 1990, puis de diminuer à nouveau jusqu'en 2004.

En 2014, ce sont les familles monoparentales (qui sont à 85% des femmes seules avec enfants) qui ont vu leur situation le plus se dégrader. Leur taux de pauvreté a augmenté de 1,4% pour atteindre 35,9% (contre 11,4% pour les couples avec enfants). La hausse du temps partiel imposé explique en bonne partie cette évolution.

Ce « taux de pauvreté monétaire » est en fait un indicateur d'inégalités puisque les pauvres sont ceux qui ont un niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian. Et on définit le niveau de vie d'un ménage comme le revenu disponible (après redistribution) rapporté au nombre d'unités de consommation (pour prendre en compte la taille du ménage). Le niveau de vie médian est celui au-dessus duquel se situe la moitié de la population, l'autre moitié se situant au-dessous.

Hausse de la pauvreté absolue depuis le début de la crise

Les inégalités augmentent donc tendanciellement depuis une dizaine d'années. En 2012 et 2013, elles avaient régressé en raison de la baisse des revenus du patrimoine. En 2014, elles se sont stabilisées. Mais avec la crise, ce n'est pas seulement la pauvreté relative qui progresse, mais aussi la pauvreté absolue, ce que l'Insee appelle la « pauvreté en condition de vie » (ceux qui ne bénéficient pas des éléments essentiels au bien-être matériel élémentaire). Le taux de pauvreté absolue a augmenté en 2013 pour atteindre 12,5%. Le niveau de vie médian a baissé de 1% entre 2008 et 2014, et celui des 10% les plus pauvres de 3,6%.

Les promesses du capitalisme en crise : encore plus de misère et d'inégalités

Si les inégalités progressent légèrement en France, elles progressent fortement dans les pays qui ont mis en place les fameuses « réformes structurelles » avant ou après la crise. Le taux de pauvreté est passé de 12,2% à 16,7% en Allemagne entre 2004 et 2013, de 19,6% à 23,1% en Grèce entre 2004 et 2012. Dans l'UE, le taux moyen de pauvreté était de 17,2% en 2013.

Les conséquences sociales de la crise sont malheureusement encore à venir. D'une part, parce que le gouvernement français est en « retard », par rapport à ses voisins, dans la mise en place des « réformes structurelles ». Il a commencé à rattraper son retard avec la loi travail. Ces contre-réformes produiront une explosion des inégalités, aujourd'hui relativement contenues en France. D'autre part, une prochaine récession s'annonce à relativement brève échéance. La croissance ralentit dans les pays « émergents ». Aux USA, les profits ont chuté entraînant une baisse de l'investissement ces derniers mois. La bulle financière ne cesse d'enfler. Un rebond de la crise au cœur d'une dépression économique qui dure désormais depuis 8 ans entraînera une aggravation des politiques d'austérité et menacera les piliers de la protection sociale.

Le capitalisme en crise profonde doit détruire les conquêtes essentielles du salariat pour se régénérer. Avec la promesse d'une société anomique du tous contre tous et du repli sur soi. D'où l'urgence d'unifier notre classe autour d'un projet de rupture avec le capitalisme, basée sur l'expropriation des grands groupes capitalistes et le contrôle des travailleurs sur les moyens de production pour satisfaire les besoins.

Gaston Lefranc